



ARRÊTÉ

Portant occupation du domaine public, en raison de travaux de terrassement, au chemin de Tigny « LES BARRES » à Ormes.

AR_2026_098_MR.docx

Le Maire de la Commune d'ORMES (Loiret),

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment le livre I,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I 8^{ème} partie, signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifiée et complétée,

Vu la demande d'arrêté formulée par la société Debellec Val de Loire, représenté par monsieur AGUILERA Aurélien, 2682 boulevard François Xavier FAFEUR, 11000 CARCASSONNE, en date du 05 août 2026.

Vu l'autorisation d'Orléans Métropole représenté par M. CHAUVEAU en date du 14 août 2026.

Considérant que pour assurer l'intervention sur la voirie, pour des travaux de terrassement avec une tranchée pour le raccordement d'ENEDIS, il y a lieu d'autoriser l'occupation du domaine public, chemin de Tigny, « Les Barres » à Ormes 45140.

Considérant que pour assurer la sécurité du personnel en charge des travaux et des usagers de la route, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement selon les dispositions suivantes :

A R R Ê T É

Article 1 : À partir du 28 août 2026, et pendant une période de quinze jours calendaires, la société Debellec Val de Loire est autorisée à occuper le domaine public au niveau du chemin de Tigny « Les Barres » commune d'Ormes 45140.

Article 2 : Pendant la durée des travaux, le stationnement de tous les véhicules hormis ceux des ouvriers sera interdit au droit du chantier.

Article 3 : La signalisation routière sera mise en place et retirée par la société Debellec Val de Loire, en charge des travaux.

Article 4 : La société Eiffage Energie Systèmes, en charge des travaux aura l'obligation de se conformer aux directives et prescriptions d'Orléans métropole pour la remise en état du domaine public.

Article 5 : La Police Municipale d'ORMES et tous les services de Police seront chargés de faire appliquer les dispositions du présent arrêté.

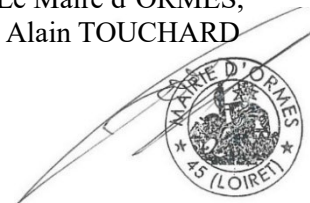
Les violations au présent arrêté sont des contraventions de 2ème Classe. Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, soit par le code de la route, et notamment l'article R 417-10.

En outre, les véhicules stationnés en infraction pourront faire l'objet d'une mise en fourrière

Article 6 : Ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Président d'Orléans Métropole
- Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale
- Monsieur le responsable du PANOS
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Commune d'ORMES
- Monsieur le Chef de la Police Municipale d'ORMES
- Société Debellec Val de Loire

Ormes, le jeudi 14 août 2026
Le Maire d'ORMES,
Alain TOUCHARD



Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
- Publication électronique le : **27 AOÛT 2026**